

# AVIS/COMMUNIQUÉ

*Pour diffusion immédiate*

**Avis relatif à la mise en application**  
**Décision**  
**19-0094**

*Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes-ressources ci-dessous.*

*Mise en application :*

*Médias :*

Charles Corlett  
Directeur du contentieux de la mise en application  
416 646-7253  
[ccorlett@iroc.ca](mailto:ccorlett@iroc.ca)

Andrea Zviedris  
Chef des relations avec les médias  
416 943-6906  
[azviedris@iroc.ca](mailto:azviedris@iroc.ca)

## **L'OCRCVM impose une interdiction permanente et une amende à Christopher John Everest, ex-chef des finances d'Octagon Capital Corporation**

**Le 27 mai 2019 (Toronto, Ontario)** — Le 15 mai 2019, une formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a accepté l'entente de règlement, comprenant des sanctions, conclue entre le personnel de l'OCRCVM et Christopher John Everest.

L'ancien chef des finances de la défunte Octagon Capital Corporation (OCC) a reconnu avoir manqué à son obligation de veiller à ce que le capital régularisé en fonction du risque et la situation financière de la société soient déclarés avec exactitude, en contravention de l'alinéa 6(c) de la Règle 38 de l'OCRCVM.

Aux termes de l'entente de règlement, M. Everest a accepté les sanctions suivantes :

- (a) une amende de 10 000 \$;
- (b) une interdiction permanente d'inscription auprès de l'OCRCVM.

On peut consulter l'entente de règlement à

[http://www.ocrcvm.ca/documents/2019/c1b7ccab-81f7-4876-aabb-8b314d72827d\\_fr.pdf](http://www.ocrcvm.ca/documents/2019/c1b7ccab-81f7-4876-aabb-8b314d72827d_fr.pdf)

La décision de la formation d'instruction sera communiquée au public à l'adresse [www.ocrcvm.ca](http://www.ocrcvm.ca).



L'OCRCVM a officiellement ouvert l'enquête sur la conduite de M. Everest en février 2016. La contravention a été commise pendant qu'il était représentant inscrit à la succursale de Toronto d'Octagon Capital Corporation. Depuis 2015, OCC n'est plus une société réglementée par l'OCRCVM. À l'heure actuelle, M. Everest n'est pas une personne inscrite au sein d'une société réglementée par l'OCRCVM.

Les documents concernant les procédures disciplinaires en cours de l'OCRCVM – y compris les décisions et les motifs des formations d'instruction – sont affichés sur le site Internet de l'OCRCVM dès qu'ils sont accessibles. Il suffit de cliquer [ici](#) pour chercher et consulter n'importe quel document de l'OCRCVM relatif aux affaires disciplinaires.

\* \* \*

L'OCRCVM est l'organisme d'autoréglementation national qui surveille l'ensemble des courtiers en placement et toutes les opérations que ceux-ci effectuent sur les marchés des titres de capitaux propres et des titres de créance au Canada. L'OCRCVM établit la réglementation en matière de commerce des valeurs mobilières, veille à la protection des investisseurs et renforce l'intégrité des marchés tout en favorisant des marchés financiers sains au Canada. Il s'acquitte de ses responsabilités de réglementation en établissant et en faisant appliquer des règles qui régissent la compétence, les activités et la conduite financière de plus de 170 courtiers en placement canadiens et des quelque 29 000 employés inscrits qui y travaillent, dont la plupart sont communément appelés conseillers en placement. L'OCRCVM établit et fait appliquer également des règles d'intégrité du marché qui régissent les opérations effectuées sur les marchés canadiens des titres de capitaux propres et des titres de créance.

L'OCRCVM enquête sur les fautes possibles de ses sociétés membres ou des personnes physiques inscrites auprès de lui. Il peut tenter des procédures disciplinaires pouvant mener à des sanctions telles que des amendes, des suspensions, l'interdiction permanente d'inscription, l'expulsion d'un courtier membre ou la révocation des droits et des privilèges rattachés à l'inscription ou à la qualité de courtier membre.

Toute l'information au sujet des procédures disciplinaires concernant les sociétés membres actuelles et anciennes se trouve à la section [Mise en application](#) du site Internet de l'OCRCVM. On peut obtenir gratuitement des renseignements sur les compétences et les antécédents disciplinaires, le cas échéant, des conseillers employés dans des sociétés réglementées par l'OCRCVM grâce au service [Info-conseiller de l'OCRCVM](#). Pour savoir comment porter plainte au sujet d'un courtier en placement, d'un conseiller ou d'un marché, il suffit de composer le 1 877 442-4322.